

26 JAN. 2024

Service de prévention des risques et environnement  
industriels  
2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
Cedex 9  
97743 Saint-Denis

Saint-Denis, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ALBIOMA Bois Rouge**

2 chemin Bois Rouge  
97440 Saint-André

Références : SPREI/PRCT/CG/71-00121/2024- 0156  
Code AIOT : 0007100121

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement ALBIOMA Bois Rouge implanté 2 chemin Bois Rouge 97440 Saint-André. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 22 mai 2023 au sein de l'établissement ALBIOMA Bois-Rouge a été réalisée de façon inopinée afin de vérifier notamment la conformité de certains points issus de l'inspection précédente de 2022 sur les rejets aqueux du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALBIOMA Bois Rouge
- 2 chemin Bois Rouge 97440 Saint-André
- Code AIOT : 0007100121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Compagnie thermique de Bois-Rouge (CTBR), devenue ALBIOMA Bois-Rouge exploite une installation de production d'électricité, implantée au lieu-dit "Bois-Rouge" sur le territoire de la commune de Saint-André. Il s'agit d'un établissement classé au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumis au régime de l'autorisation.

L'établissement a été autorisé pour un premier groupe de deux tranches dit ABR1 par l'arrêté

préfectoral n°94-339/SG/DICV/3, daté du 25 novembre 1994 et, pour une troisième tranche dite ABR2 par l'arrêté préfectoral n° 04-1968/SG/DRCTCV du 9 août 2004. Cette installation est actuellement encadrée par l'arrêté cadre n°2021-298/SG/DCL du 18 février 2021, qui reprend l'intégralité des prescriptions applicables au site, notamment l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

Par ailleurs, cette centrale thermique fonctionnant aujourd'hui au charbon et à la bagasse, fait l'objet d'un projet de conversion à un combustible 100% biomasse (pellets de bois, plaquettes de bois, connexes de scierie, et bagasse), avec un objectif de mise en oeuvre complète fin 2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets aqueux
- déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|--------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 4  | Entreposage de déchets issus des chantiers | Arrêté Préfectoral du 18/02/2021, article 5.2.1-V | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Conditions et ouvrages de rejet                   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49      | Sans objet        |
| 2  | Contrôle inopiné et prélèvements d'effluents      | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58      | Sans objet        |
| 3  | Points de prélèvement (conception, accessibilité) | Arrêté Préfectoral du 18/02/2021, article 4.3.9.I | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 22 mai 2023 était une inspection inopinée afin de réaliser des prélèvements des rejets aqueux de l'installation. Ces prélèvements n'ont pu être réalisés, du fait de l'interruption complète des rejets aqueux du site, dans l'attente de la réception de chlore nécessaire au fonctionnement du système de traitement des eaux préalable au rejet vers le milieu naturel.

L'inspection a néanmoins pu vérifier sur site l'état des ouvrages de rejet aqueux au milieu naturel, et la situation de la zone de chantier utilisée pour les travaux de conversion des chaudières à la biomasse (pellets de bois). A ce stade, des améliorations sont attendues, tant sur la bonne diffusion des effluents, que sur l'élimination des déchets issus des travaux. Ces points feront l'objet d'un nouveau contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions et ouvrages de rejet

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets aqueux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.<br>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection s'est rendue au niveau des 3 ouvrages de rejet externe des effluents de l'installation, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- le point de rejet des eaux pluviales non polluées issues du bassin/déversoir d'orage Ouest (n°4)</li><li>- le point de rejet commun des eaux industrielles (EI) et des eaux pluviales polluées (EPp) après traitement (n°1 et n°2)</li><li>- le point de rejet des eaux pluviales non polluées issues du bassin/déversoir d'orage Est (n°3).</li></ul> Ces ouvrages avaient déjà fait l'objet de constats lors de la précédente visite d'inspection du 7 octobre 2022. L'inspection souhaitait donc vérifier que les dispositions mises en place par l'exploitant étaient efficaces pour assurer une bonne diffusion des effluents (sans stagnation) dans le milieu récepteur.<br>Malgré les curages réalisés régulièrement pour ré-ouvrir les cordons de galets formés et empêchant le libre écoulement direct à l'océan, ceux-ci se reforment très rapidement, du fait des courants littoraux.<br><br>Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a transmis au préfet en juin 2023 un porter-à-connaissance en vue de modifier les conditions de rejet de ses eaux résiduaires industrielles (rejet externe n°2 commune aux EI et EPp) avec le projet de réalisation d'un émissaire en mer. L'instruction par l'inspection des installations classées est en cours. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

### N° 2 : Contrôle inopiné et prélèvements d'effluents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets aqueux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]<br>V. - Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>La présente inspection est accompagnée de l'intervention d'un organisme extérieur pour un contrôle inopiné des rejets aqueux. Arrivé devant le canal venturi, le technicien en charge de réaliser les prélèvements s'est rendu compte de l'absence de tout écoulement.<br>L'exploitant interrogé sur cette situation inhabituelle a indiqué que le retard de réception de chlore, produit indispensable au traitement des eaux industrielles dans sa station d'épuration interne, l'avait conduit à suspendre tout rejet aqueux externe, dans l'attente du rétablissement du |

|                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>process de traitement complet.</p> <p>L'inspection suspend de ce fait le contrôle par le laboratoire agréé, et reprogrammera une nouvelle date avec ce dernier ; contrôle qui sera une nouvelle fois réalisé de manière inopinée (non annoncée à l'exploitant).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                    |

### N° 3 : Points de prélèvement (conception, accessibilité)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2021, article 4.3.9.I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets aqueux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Même si les prélèvements n'ont pas pu être réalisés ce jour faute de rejets aqueux (retenus au sein de l'installation/station, dans l'attente de leur traitement), l'inspection a constaté le bon aménagement et l'accessibilité des points de prélèvements en amont des rejets externes, qui auraient permis l'intervention du laboratoire agréé mandaté par l'inspection pour les réaliser en vue de leur analyse.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### N° 4 : Entreposage de déchets issus des chantiers

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2021, article 5.2.1-V</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour réaliser les travaux de conversion énergétique (remplacement du combustible charbon par un combustible biomasse solide), l'exploitant a mis en oeuvre des équipements temporaires pour la phase chantier. L'inspection s'est rendue sur la zone de chantier côté mer, afin de vérifier l'évacuation des équipements. Cette zone est constituée d'une première partie dédiée au parking des personnels oeuvrant sur les chantiers, puis d'une seconde partie à l'arrière, dédiée à l'entreposage provisoire de matériaux, au montage d'équipements, etc. L'emprise est située en zone d'aléa fort submersion marine. De ce fait, cette zone doit impérativement être remise à l'état naturel une fois les travaux de conversion réalisés.</p> <p>L'inspection a constaté qu'il restait sur la zone des déchets issus des travaux de déconstruction et de conversion, ainsi que des containers fermés ou en cours d'emportage.</p> <p>La conversion énergétique du site étant achevée, l'exploitant transmet à l'inspection le calendrier</p> |

d'évacuation définitif de tout élément (déchets, containers...) présent sur cette zone, et les justificatifs associés à la remise en état des parcelles ayant servies de zone temporaire d'installations de chantier.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites